

Flash nucléaire 10

Octobre 2012 / Raccourci de faits et d'opinions alimentant le débat nucléaire

Le Conseil fédéral met la stratégie énergétique 2050 en consultation

Le 28 septembre 2012, le Conseil fédéral a mis en consultation un premier paquet de mesures pour la transformation progressive de l'approvisionnement énergétique de la Suisse. Il veut ainsi réduire de manière radicale la consommation d'énergie et d'électricité, réduire la part des énergies fossiles et remplacer la production d'électricité nucléaire par des gains d'efficacité et le développement des énergies renouvelables. Des procédures simplifiées plus rapides, la modernisation et le développement des réseaux électriques y contribueront. La mise en œuvre de ces mesures requiert une révision totale de la loi sur l'énergie et d'autres adaptations légales. La consultation prendra fin le 31 janvier 2013.

Premières prises de position sur la stratégie énergétique

Aussi bien le PLR que l'UDC condamnent le premier paquet de mesures de la stratégie énergétique 2050 présenté le 28 septembre 2012 par le Conseil fédéral. Elles seraient selon eux inadaptées et inacceptables. Le PLR est même certain que le gouvernement n'atteindra jamais ses objectifs en poursuivant sur la voie sur laquelle il s'est engagé. A l'opposé, le PDC, le PBD et le PS considèrent la stratégie énergétique comme une chance. Ils sont convaincus que son application offrira de grandes possibilités à l'économie. Les associations économiques suisses ont accueilli la stratégie de manière plus nuancée. L'approvisionnement énergétique de la Suisse reste pour elles la priorité et elles demandent que le Conseil fédéral mette sur la table toutes les conséquences économiques et écologiques de la stratégie. L'Association des entreprises électriques suisses (AES), enfin, soutient la transformation du système énergétique suisse décidé par la Confédération. L'AES évalue entre 118 et 150 milliards de francs l'ensemble des coûts de cette transformation.

Tests de résistance de l'UE: de bonnes notes pour la Suisse

Le niveau de sûreté nucléaire en Europe est élevé en général, mais la Commission européenne recommande certaines mesures dans presque toutes les centrales européennes. Aucune fermeture de centrale n'est cependant nécessaire. La Suisse a participé elle aussi à ces tests de résistance et a obtenu de bonnes notes. La Suisse a en particulier été félicitée pour les analyses des risques sismiques qui y sont réalisées depuis l'an 2000 avec les méthodes les plus modernes, et qui sont actuellement en cours d'amélioration. Il a aussi été souligné que les plus importantes mesures de protections en Suisse pour les situations d'urgence étaient déjà en vigueur bien avant la catastrophe naturelle au Japon. Toutes les précautions prises et les multiples systèmes de refroidissement et d'approvisionnement électrique indépendants les uns des autres contribuent à la robustesse des centrales nucléaires suisses. Pour finir, l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN) et les exploitants des centrales ont aussi été explicitement félicités pour les mesures prises après l'accident de réacteur à Fukushima-Daiichi.

Le nucléaire continuera à faire partie de la recherche énergétique suisse

Le «Plan directeur de la recherche énergétique de la Confédération» pour les années 2013–2016 est achevé et comprend quatre thèmes prioritaires. L'un d'entre eux est dédié aux «systèmes énergétiques de demain». On y trouve notamment le sous-thème «sécurité et applications de la technologie nucléaire», qui traite principalement de la sécurité des centrales nucléaires, des déchets radioactifs, des nouvelles technologies de réacteurs et de la fusion nucléaire. Le plan directeur a été élaboré en 2011 par la Commission fédérale pour la recherche énergétique (CORE) avant d'être présenté à un grand nombre d'acteurs. Ces derniers ont pu prendre position à son sujet au

Rédaction:

T. Menanteau, M.-F. Aepli,
R. Bilang, M. Brugger,
M. Rey, M. Schorer, D. Stebler

Forum nucléaire suisse
Case postale 1021
3000 Berne 14
Téléphone 031 560 36 50
Téléfax 031 560 36 59
info@forumnucleaire.ch
www.forumnucleaire.ch

Parution: 12 fois par an
ISSN 1421-0355

© 2012 by Forum nucléaire suisse

cours d'une consultation de trois mois. La version définitive est désormais disponible sur Internet à l'adresse www.recherche-energetique.ch.

Le cabinet japonais relativise l'abandon du nucléaire

Le 19 septembre 2012, le cabinet japonais a adopté la nouvelle stratégie énergétique avec des modifications. Il en a provisoirement supprimé la sortie du nucléaire à l'horizon 2030, annoncée auparavant par le Premier ministre Yoshihiko Noda. Le cabinet souhaite se déterminer plus tard sur ce point. Selon l'annonce du M. Noda, aucune nouvelle centrale n'aurait pu être construite au Japon, tandis que les centrales existantes n'auraient pas pu être exploitées au delà d'un maximum de 40 ans. Selon la stratégie énergétique maintenant disponible, le gouvernement ne prendra des mesures en matière de politique énergétique et environnementale qu'après consultation avec les autorités locales compétentes des sites d'implantation des centrales nucléaires, la communauté internationale et les autres personnes concernées. Le gouvernement veillera à ce que la volonté du peuple soit respectée et examinera la situation de manière régulière. La décision du cabinet sur le concept énergétique de fond ne sera rendue publique qu'une fois que le comité consultatif pour les questions énergétiques aura donné son feu vert dans ce sens.

Japon: reprise des travaux à Ohma

Le Japonais Electric Power Development Company Ltd. (J-Power) va reprendre les travaux de construction de la centrale nucléaire d'Ohma. Les travaux sur le réacteur avancé à eau bouillante d'Ohma à l'extrême nord de Honshu, l'île principale du Japon, avaient été interrompus par J-Power à la suite du tremblement de terre de mars 2011. Mi-septembre 2012, le gouvernement a approuvé la nouvelle stratégie énergétique, ce qui a apporté plus de clarté aux entreprises quant à l'achèvement des travaux pour les installations en chantier. La préfecture locale et les trois communes voisines ayant approuvé l'achèvement de la construction d'Ohma, J-Power souhaite désormais reprendre les travaux. L'entreprise écrit que la centrale répond aux exigences de sécurité les plus récentes et qu'elle occupera une place importante dans l'approvisionnement énergétique.

Russie: mise en service de Kalinine 4

La quatrième tranche de la centrale nucléaire de Kalinine a démarré son exploitation industrielle le 25 septembre 2012. Les travaux de construction de Kalinine 4 avaient été interrompus en 1991 et repris en 2007. Trois tranches sont déjà en service sur le site de Kalinine, à 300 kilomètres au nord-ouest de Moscou. 33 centrales nucléaires sont ainsi en service en Russie, et 10 autres en construction.

Les Litvaniens s'opposent à une nouvelle centrale nucléaire

Parallèlement au premier tour des élections législatives du 14 octobre 2012, le peuple lituanien s'est prononcé contre la construction d'une nouvelle centrale nucléaire dans le cadre d'un référendum consultatif. La nouvelle centrale doit remplacer l'installation d'Ignalina, prématurément mise à l'arrêt définitif en 2009. Le gouvernement actuel, qui fait face à une défaite électorale, souhaite diminuer la dépendance énergétique de la Lituanie vis à vis de la Russie. La construction d'une centrale nucléaire d'une puissance de 1300 MW sur le site de Visagina doit y contribuer. La nouvelle coalition majoritaire présumée n'a pas encore pris de décision définitive concernant les conséquences du référendum. Elle a fait savoir qu'un second vote pourrait avoir lieu dans deux ans, lorsque les coûts de la nouvelle construction seraient connus.

France: Fessenheim découplée du réseau fin 2016

Fessenheim, la plus ancienne centrale du parc nucléaire français, sera mise à l'arrêt définitif fin 2016. C'est ce qu'a annoncé le président français François Hollande mi-septembre 2012. Son démantèlement sera effectué dans des conditions qui garantiront la sécurité d'approvisionnement de la région, la reconversion du site et la préservation de tous les emplois, a assuré M. Hollande. Il a répété que la part du nucléaire dans le mix énergétique français serait ramenée de 75% à 50% à l'horizon 2025, tout en garantissant la sûreté maximale des installations.

Le «Flash nucléaire» peut également être commandé sous forme de lettre d'information électronique sur le site www.forumnucleaire.ch.